

# ANALYSE DE LA SITUATION DES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE (VBG) DANS LES PREFECTURES COUVERTES PAR LE HCR ET SES PARTENAIRES

République Centrafricaine



*Champ communautaire du projet pilote Ma Mbi Si - Appui Psychosocial communautaire et résilience des survivantes de GBV élargi à d'autres réfugiés présentant des signes de détresse psychosociale du site de Korsi-Birao. - @UNHCR*

Janvier à décembre 2023

# SOMMAIRE

<u>CONTEXTE</u> .....	3
<u>METHODOLOGIE</u> .....	4
<u>CARTE DE COUVERTURE DE LA ZONE</u> .....	4
<u>PARTIE I : SITUATION GLOBALE DES VBG DANS LES PREFECTURES COUVERTES</u> .....	5
<u>PARTIE II : FOCUS SUR LES PREFECTURES LES PLUS AFFECTÉES PAR LES VBG ET LA VAKAGA</u> .....	9
<u>PARTIE III : IDENTIFICATION DES BESOINS ET RECOMMANDATIONS</u> .....	28

## CONTEXTE

La République Centrafricaine (RCA) est en proie à de nombreux conflits depuis plus d'une décennie, avec la présence continue de groupes armés (GA) très actifs dans les localités de l'Est, du Nord-est et de l'Ouest de la RCA. Cette succession de crises est caractérisée par des violations massives des droits humains, avec des conséquences graves sur la situation humanitaire dans le pays. La présence des GA entraîne des mouvements de populations qui aggravent la vulnérabilité des filles et des femmes et les exposent à un risque accru de violences sexuelles et basées sur le genre (VBG), avec de graves conséquences sur la santé physique et mentale des personnes affectées, ainsi que sur les conditions socio-économiques de leurs ménages.

En 2023, le nombre total de cas de VBG rapportés par le système de gestion de l'information sur la VBG (GBVIMS<sup>1</sup>) s'élève à 25 554, représentant une augmentation de 8% par rapport aux incidents de VBG déclarés en 2022. Parmi les types de VBG, les cas des violences sexuelles (37%) restent les plus signalés.

Les violences sexuelles et basées sur le genre ont fait partie des incidents les plus rapportés par le monitoring de protection mené par le HCR et ses partenaires de mise en œuvre en 2023.

En collaboration avec ses partenaires COOPI, Finn Church Aid (FCA) et INTERSOS, Le HCR en RCA a poursuivi la mise en œuvre de son programme spécialisé dans la prévention, l'atténuation et la réponse à la VBG, y compris la gestion des cas de VBG, conformément aux « *normes minimales inter organisations pour la programmation d'actions de lutte contre la violence basée sur le genre dans les situations d'urgence* » et à la Politique en matière de prévention, d'atténuation des risques et de réponse à la violence basée sur le genre du HCR à travers le service **Ma Mbi Si**. Quinze préfectures<sup>2</sup> de la République Centrafricaine notamment, la Basse-Kotto, la Haute-Kotto, le Haut-Mbomou, la Kémo, la Lobaye, la Mambéré-Kadéï, le Mbomou, la Nana-Gribizi, la Nana-Mambéré, l'Ombel-la-M'Poko, la Ouaka, l'Ouham, la Vakaga et Bangui ont été couverts par ce programme, soutenu par 31 agents psychosociaux/gestionnaires de cas ainsi que 735 relais communautaires et comités de protection.

Vingt-cinq « espaces sûrs » opérationnels dans ces préfectures, à l'exception de Bangui, ont déroulé des interventions de soutien des survivant-e-s de VBG, comprenant :

- Le soutien psychosocial et la gestion de cas de VBG directement par les équipes Ma Mbi Si ;
- Le référencement médical pouvant être accompagné d'un soutien financier pour les frais de transport, l'appui alimentaire pendant la prise de médicaments et les frais médicaux ;
- Le référencement vers les services juridiques et de protection existants ;
- La possibilité de référencement vers d'autres acteurs spécialisés tels que les acteurs de protection de l'enfance ;
- Un appui selon les besoins en kits de dignité et kits de bien non-alimentaires ;
- L'accès des survivant-e-s au soutien communautaire et aux activités de groupes dirigées par des groupes locaux de femmes.

## MÉTHODOLOGIE

---

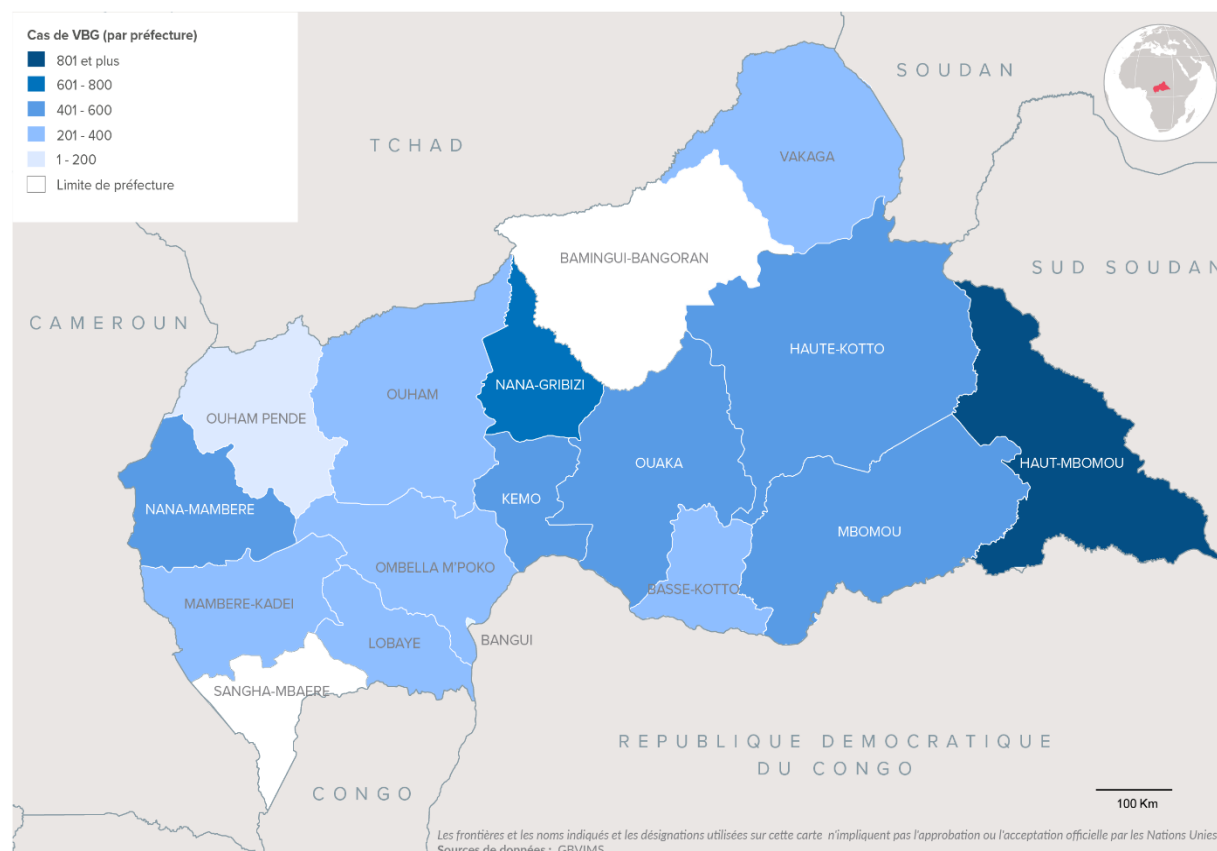
<sup>1</sup> Rapport annuel GBVIMS 2023

<sup>2</sup>Cf. carte de la zone de couverture ci-dessous

Dans la mise en œuvre du programme de prévention, d'atténuation et de réponse aux VBG, le HCR et ses partenaires (COOPI, Finn Church Aid (FCA) et INTERSOS) appliquent une approche communautaire en établissant, renforçant et redynamisant un réseau communautaire qui est opérationnel et qui participe à la collecte, à la vérification et à l'analyse d'informations sur la situation de protection. La structure à base communautaire est composée de relais communautaires (informateurs clés) et de comités de protection qui sont intégrés conformément à la politique sur l'âge, le genre et la diversité (AGD) du HCR. La prise en charge holistique des survivant.e.s de VBG est assurée par 31 agents psychosociaux/gestionnaires de cas formés qui supervisent les 25 "espaces sûrs" où sont accueillis les survivant.e.s des incidents liés aux VBG et les orientent, conformément à leurs souhaits, vers d'autres services de prise en charge. La collecte de données est effectuée à l'aide des outils du GBVIMS intégrés aux services de gestion de cas.

## CARTE DE COUVERTURE DE LA ZONE

Les préfectures les plus affectées par les incidents de VBG en 2023 comme illustré sur la carte, sont celles de Haut-Mbomou, de la Nana-Gribizi, de la Nana-Mambéré, de la Kémo et de la Haute-Kotto.



# PARTIE I : SITUATION GLOBALE DES VBG DANS LES PREFECTURES DE LA RCA COUVERTES.

## Présentation des statistiques et analyse des typologies de VBG documentées.

Le nombre total des cas de VBG rapportés et documentés en 2023 s'élève à 6 462, représentant une augmentation de 55,37 % par rapport aux incidents de VBG rapportés en 2022 (4 159). Les mois durant lesquels les cas de VBG ont été les plus déclarés par les survivant·e·s sont juillet, octobre et mai.

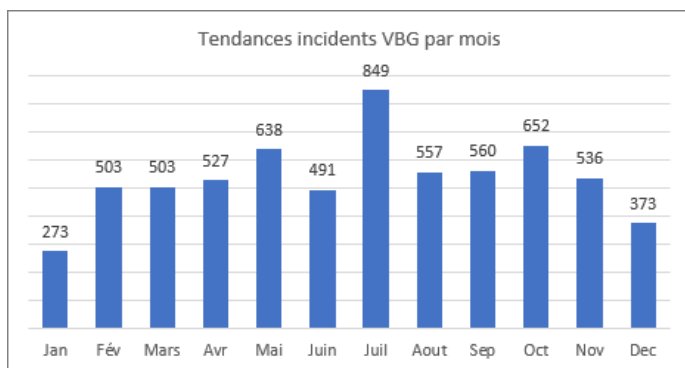


Figure 1 : Répartition mensuelle des incidents de VBG

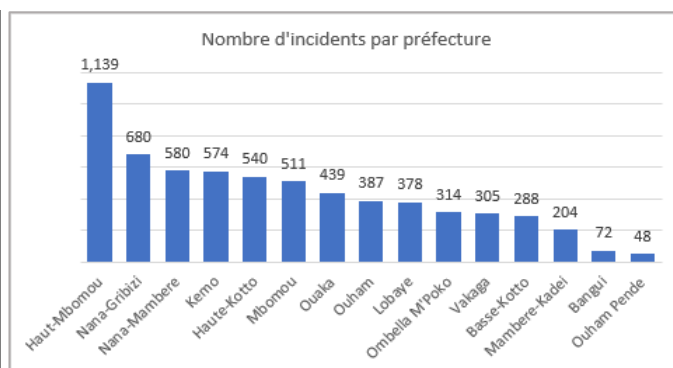


Figure 2 : Cas de VBG par préfecture

Bien que toutes les six typologies de VBG aient été rapportées, celles les plus signalées sont les agressions physiques (35%), suivies des violences psychologiques (24%), des viols (19%), des dénis de ressources et d'opportunités (12%), des agressions sexuelles (6%) et des mariages forcés (3%). Les viols et agressions sexuelles représentent 25% des cas de VBG perpétrés au cours de l'année 2023. Les incidents de VBG se sont principalement produits au domicile des survivants (45%) et des présumés auteurs (33%).

### CHIFFRES CLÉS

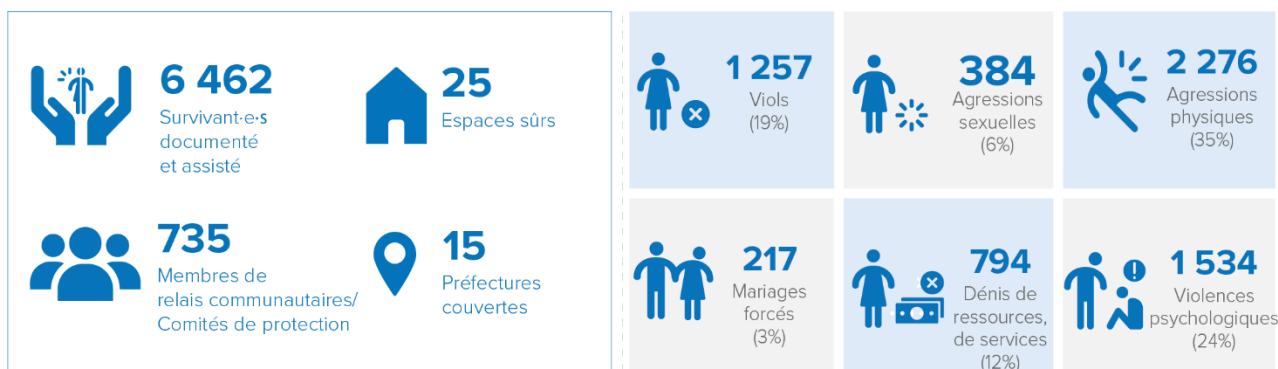
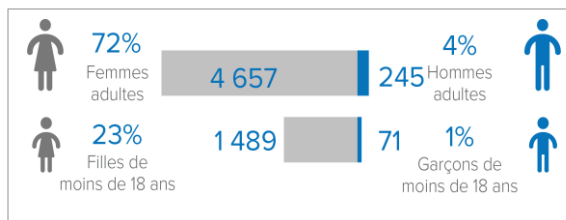


Figure 3 : Typologie des incidents de VBG (données GBVIMS)



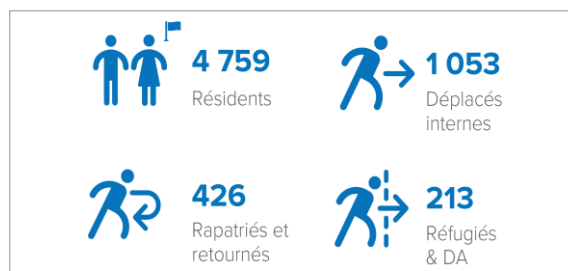
### Profil des victimes/ survivant·e·s de VBG

95% des incidents de VBG, soit 6 146 cas, ont affecté les femmes et les filles. 316 hommes et garçons ont été touchés, ce qui représente environ 5% du total des incidents survenus en 2023.



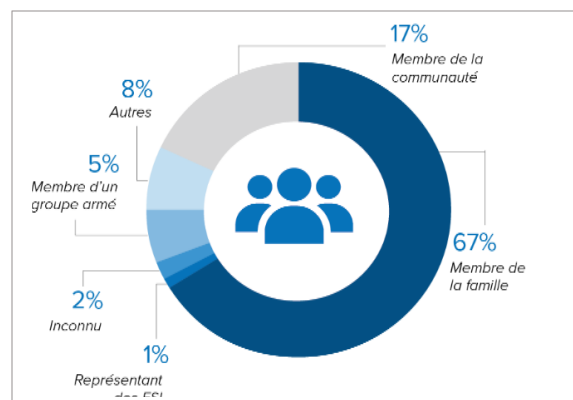
### Catégorie de populations touchées

Toutes les catégories de populations sont exposées aux VBG. Néanmoins, les résidents sont les plus touchés (73%), suivis des personnes déplacées internes (PDI) (16%), des retournés/rapatriés (6,5%) et des réfugiés et demandeurs d'asile (3%).



### Profil des auteurs présumés de VBG

Les principaux auteurs présumés sont majoritairement les membres connus de la famille (67%), suivis des autres membres connus de la communauté (17%), puis des membres de groupes armés (5%), des autres personnes inconnues (8%), et enfin des forces de sécurité (2%).



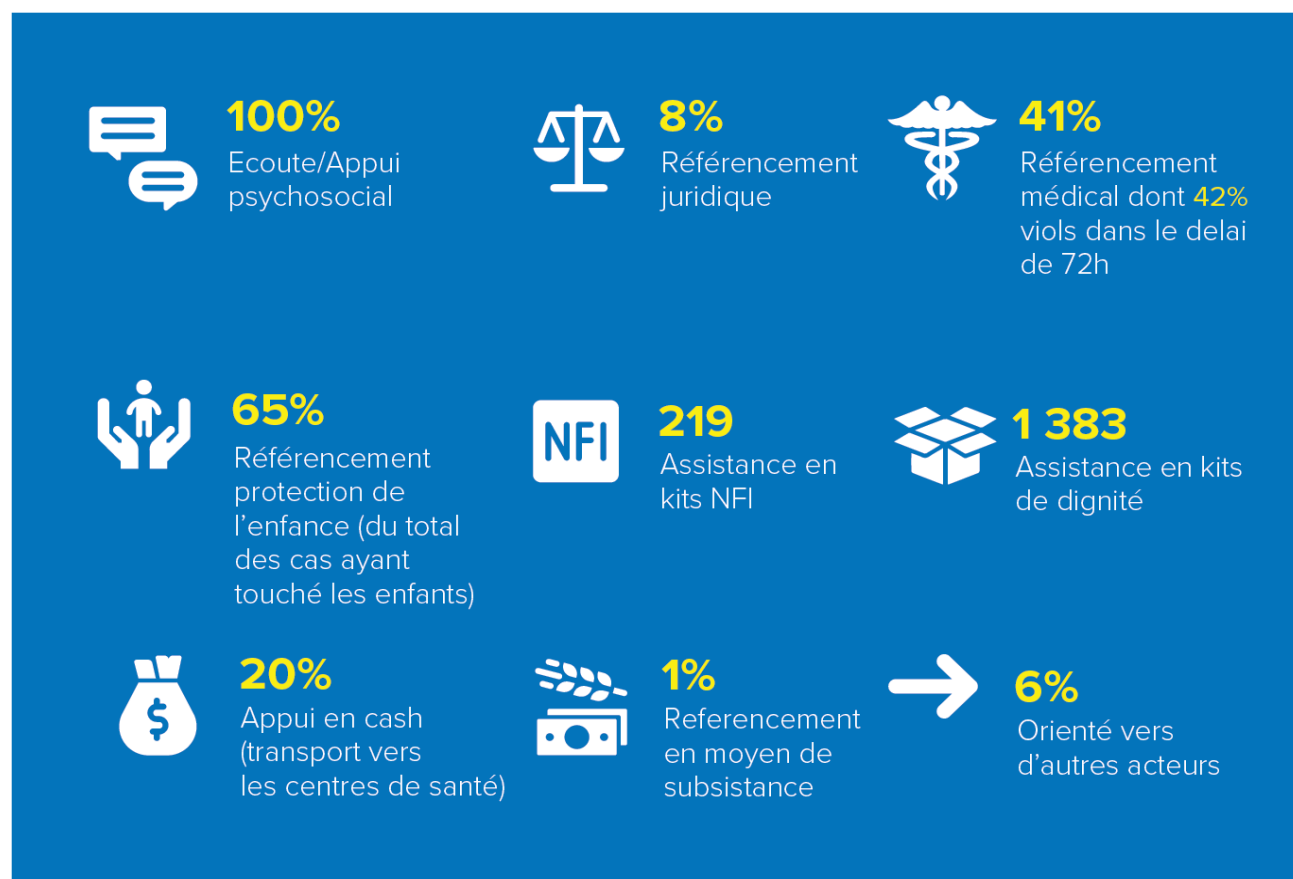
### Services offerts aux survivants

La prise en charge holistique des survivant·e·s de VBG reste un défi fondamental. Selon le GBVIMS, les principaux facteurs expliquant les divers manques dans l'offre de services sont l'insuffisance et l'indisponibilité de services, les contraintes socioculturelles, la honte, la peur des représailles, la stigmatisation des survivant·e·s par la société, la non-gratuité des frais médicaux et la distance des services ; des obstacles qui découragent les survivant·e·s de rechercher de l'aide. Les acteurs humanitaires sont limités dans la prestation de services en matière de VBG en raison de la durée des programmes (6 à 9 mois) pour la plupart des projets humanitaires. De plus, les services étatiques ne couvrent pas l'intégralité du territoire du pays et ne sont pas tous gratuits pour les survivant·e·s de VBG.

Le service le plus fourni par les partenaires du HCR est le soutien psychosocial visant à protéger ou promouvoir le bien-être psychosocial, délivré à 100 % aux survivant·e·s de VBG. Ces résultats sont en adéquation avec les données du GBVIMS qui montrent que le soutien psychosocial est le plus accessible et le plus fourni par les prestataires de services membres du GBVIMS et autres prestataires de services existants. 41 % des cas de viols et agressions physiques (4 010) documentés en 2023 par les partenaires du HCR ont été référés vers les services médicaux pour la prise en charge médicale, dont 42 % dans le délai ; 65 % des cas affectant les

enfants documentés en 2023 (1 597) ont été référés vers les acteurs de la protection de l'enfance pour un soutien spécialisé ; 1 295 survivant·e·s de VBG ont reçu une assistance financière du HCR pour les frais de transport, les frais médicaux ou la subsistance alimentaire, tandis que 1 383 kits de dignité, 778 kits d'hygiène et 219 kits de bien non-alimentaires ont été distribués.

Le référencement juridique et le référencement pour les moyens de subsistance ont été les services les moins fournis. En effet, l'assistance juridique et judiciaire aux victimes de VBG est confrontée à des difficultés spécifiques, notamment le fonctionnement de l'ensemble de la chaîne pénale nationale, l'impunité récurrente des auteurs de VBG et la crainte de la stigmatisation des survivant·e·s qui ont notamment un effet dissuasif, tout particulièrement si la victime ne connaît pas l'identité de son agresseur et ne voit alors pas l'intérêt ou même la possibilité de porter plainte. De plus, la population méconnaît souvent les outils juridiques pour résoudre les conflits ou faire respecter ses droits, notamment concernant l'arsenal des textes juridiques de protection des droits des femmes. Il en va de même pour l'accès aux moyens de subsistance vers lesquels seulement 1 % des survivant·e·s ont été référés par les partenaires du HCR. Au niveau national, selon le GBVIMS, 12 % des survivant·e·s avaient pu accéder aux services de soutien aux moyens de subsistance.



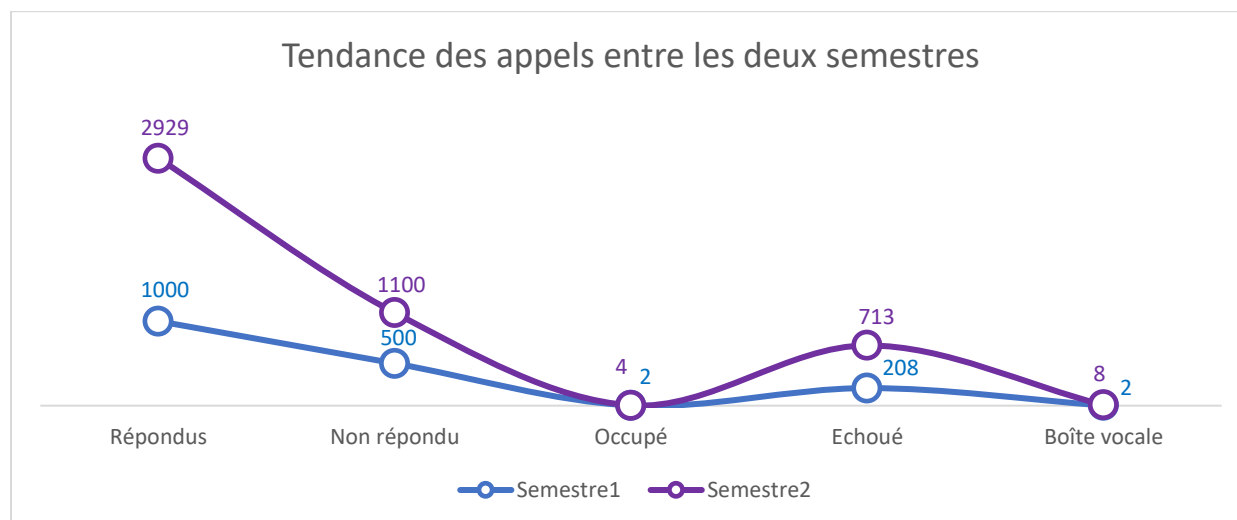
## Facteurs favorisant la pratique de la VBG

Les principales causes confirmées de VBG sont les inégalités de pouvoir, les normes socioculturelles défavorables aux femmes et aux filles, malgré l'existence de politiques et de textes normatifs en la matière. Les cultures favorisent certaines pratiques néfastes telles que le mariage des enfants et les mutilations génitales féminines. L'intensification du conflit dans plusieurs régions de la RCA a favorisé de graves violations des droits humains, y compris des VBG, dans un contexte d'impunité caractérisé par la gestion à l'amiable des cas de VBG, ainsi que la stigmatisation des groupes de populations spécifiques. Des centaines de milliers de personnes ont été contraintes de fuir leurs domiciles à la recherche d'un refuge, les exposant à des risques de protection sévères. L'insécurité alimentaire est un facteur aggravant des VBG commises sur les femmes à la recherche de subsistance dans des endroits éloignés des agglomérations, comme les champs et la brousse

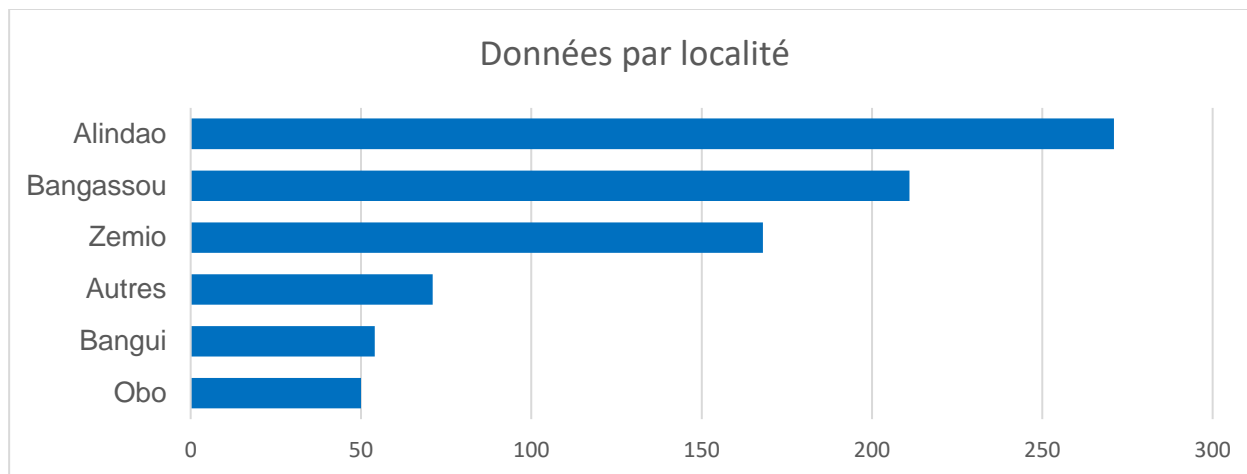
## Aperçu de la ligne verte Ma Mbi Si

La ligne verte Ma Mbi Si 4006 offre aux survivants la possibilité d'accéder à une assistance en ligne et de bénéficier d'un soutien psychosocial et d'une gestion individuelle des cas de qualité à distance, ainsi que des références vers des services spécialisés, avec tout l'accompagnement décrit ci-dessus (si nécessaire). Cela concerne les personnes qui ne peuvent ou ne veulent pas accéder à des espaces sûrs physiques pour diverses raisons.

Pour l'année 2023, **6 613** appels ont été enregistrés sur toute l'étendue du territoire, parmi lesquels 3 929 appels ont été répondus, 1 726 appels non répondus (appels passés les week-end, jours fériés et pendant la nuit), 942 appels échoués ( tombés sur le répondeur), 6 appels occupés ( ligne indisponible) et 10 appels vocaux.







En ce qui concerne les lieux d'origine des appels traités, la Sous-préfecture d'Alindao arrive en tête avec 271 appels enregistrés, suivie de la sous-préfecture de Bangassou avec 211 appels enregistrés, puis la sous-préfecture de Zemio avec 168, Bangui avec 54 et Obo avec 50.

## PARTIE II : FOCUS SUR LA SITUATION DE VBG DANS LES PREFECTURES LES PLUS AFFECTÉES ET DANS LA VAKAGA

### Aperçu du contexte dans la préfecture de Haut-Mbomou

Parmi les préfectures les plus affectées par une décennie de conflits et de problèmes structurels, le Haut-Mbomou a vu sa situation sécuritaire et humanitaire se détériorer progressivement depuis mars 2023. Deux groupes armés s'y affrontent sur fond de conflits communautaires et de contrôle des ressources, causant des effets dévastateurs pour les populations. La préfecture du Haut-Mbomou est située dans le Sud-est de la République centrafricaine. Elle compte environ 59 225 habitants et est composée de quatre sous-préfectures : Obo (chef-lieu de la préfecture avec la commune de Mboki), Zemio, Bambouti et Dejmah. Cette préfecture est occupée à 80 % par les groupes armés (UPC faction de l'ex-rébellion Seleka et la milice AZANDE ANI KPI GBE). Ces groupes armés non étatiques sont à l'origine des principaux incidents sécuritaires et de protection dans la préfecture, notamment les exactions contre la population civile et les déplacements de populations vers d'autres localités jugées sécurisées.



Le Haut-Mbomou est la préfecture la plus affectée par les incidents de violence basée sur le genre (VBG), comme documenté par les partenaires du HCR en 2023, avec **1 139** incidents de VBG rapportés principalement à Obo et Zemio. Cela représente près du double des incidents rapportés dans d'autres préfectures sévèrement touchées telles que la Nana-Gribizi et la Nana Mambéré.

Parmi les typologies de VBG les plus documentées, on note les violences psychologiques (434), les agressions physiques (307), les viols (150), et les agressions sexuelles (90). Ces incidents ont touché 93% de femmes et de filles, avec comme auteurs présumés les membres de la famille (62%) et les groupes armés (16%), un chiffre très élevé comparativement aux autres préfectures où la moyenne est d'environ 5% des incidents imputables aux groupes armés. Ces incidents se sont principalement produits au domicile des survivantes, des auteurs, et sur les axes

### Causes et facteurs favorisant de la VBG dans la préfecture

L'activisme des groupes armés susmentionnés est le principal facteur favorisant la commission de plusieurs cas de VBG dans le Haut-Mbomou. À cela s'ajoute l'impunité dans le Haut-Mbomou, même si les forces de sécurité intérieures y sont présentes. Cette situation n'encourage pas les survivants et les survivantes de VBG à tenter une action en justice. Il faut également noter l'importance des pesanteurs socioculturelles très accentuées dans le Haut-Mbomou. Par exemple, le viol et autres cas de VBG connus sont minimisés par la communauté qui opte très souvent pour le règlement à l'amiable.

### Principaux défis

Les principales difficultés empêchant la prise en charge holistique des cas de VBG dans le Haut-Mbomou comprennent notamment la question de l'accès aux survivants et survivantes en raison de l'insécurité sur les différents axes et la dégradation avancée des voiries, ne permettant pas d'atteindre les localités éloignées des grands centres. Il est également important de mentionner les défis logistiques qui entravent l'acheminement

des intrants médicamenteux et des kits de dignité pour la prise en charge des cas de VBG dans les délais. Enfin, la gestion des cas de VBG semble être l'un des défis à relever, car la plupart des acteurs humanitaires opérant dans le secteur de la protection travaillent principalement dans le centre-ville et interviennent moins sur les axes en raison de l'insécurité.

## Recommandations

- Mener des plaidoyers auprès des autorités administratives et militaires présentes dans le Haut-Mbomou afin de faciliter l'accès des acteurs humanitaires à la population résidant dans les localités éloignées des centres ;
- Redynamiser le groupe de travail Protection/VBG et actualiser le circuit de référencement pour mettre l'accent sur la bonne collaboration et la présentation des divers services disponibles au profit des survivants et survivantes de VBG dans le Haut-Mbomou ;
- Mener des plaidoyers auprès des autorités compétentes pour renforcer la chaîne pénale dans le Haut-Mbomou, offrant ainsi aux survivants et survivantes l'opportunité d'intenter des actions en justice pour réparation ;
- Accroître les activités de renforcement des capacités de la communauté afin qu'elle puisse solliciter les différents services de prise en charge des cas de VBG dans le Haut-Mbomou ;
- Renforcer les campagnes de sensibilisation de proximité et de masse dans le Haut-Mbomou pour conscientiser davantage la population sur les risques et les conséquences des VBG ;
- Mener des plaidoyers auprès du cluster logistique afin de faciliter le transport des intrants médicamenteux tels que les kits PEP et les kits de dignité à prépositionner dans les différentes formations sanitaires (FOSA) pour la prise en charge d'éventuels cas de VBG.

# Interventions sur les VBG dans le Haut-Mbomou (Source: GBVIMS)

Année 2023

## CHIFFRES CLES



**1 139**

Incidents VBG documentés (GBVIMS) dont 18% sont des cas MARA



**02**

Espaces Sûrs



**40**

Membres de relais communautaire/ Comités de protection



**1**

Préfectures couvertes

## Age et genre des victimes (données GBVIMS)



**79%**

Femmes adultes

901

59



**5%**

Hommes adultes



**14%**

Filles de moins de 18 ans

159

20



**2%**

Garçons de moins de 18 ans

## Nombre d'incidents par catégorie de victime



**543**

Résidents



**417**

Déplacés internes



**138**

Rapatriés Retournés



**41**

Réfugiés et demandeur d'asile

## Lieu de l'incident

Domicile survivante **(40%)**

Domicile de l'auteur **(36%)**

Route **(8%)**

Champs **(5%)**

Brousse/Forêt **(5%)**

Point d'eau **(1%)**

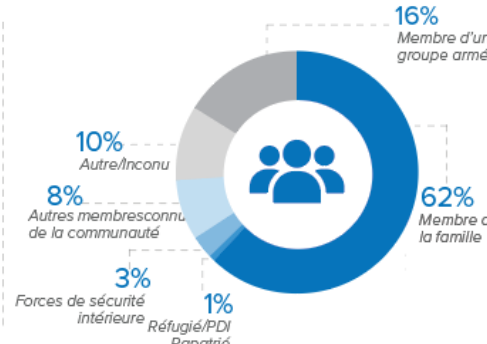
Marchés **(1%)**

Lieu de culte **(1%)**

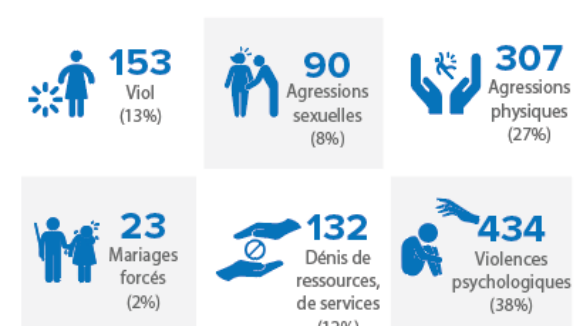
Ecole **(1%)**

Autres **(2%)**

## Auteurs présumés



## Typologie des cas de VBG (selon la classification GBVIMS)



## Services offerts aux survivants



**100%**

Appui psycho-social



**100%**

Ecoute



**2%**

Référencement juridique



**22%**

Référencement en moyen de subsistance



**21%**

Référencement médical des cas de viols et agressions sexuelles



**16%**

Référencement en protection de l'Enfant



**16%**

Assistance en kits de dignité



**6%**

Assistance en kit NFI



**2%**

Référencement vers d'autres acteurs

## Activités de prévention

### Sensibilisation



**19** séances de sensibilisation

### Formations



**333** Bénéficiaires



**200** Structures communautaires re-dynamisées



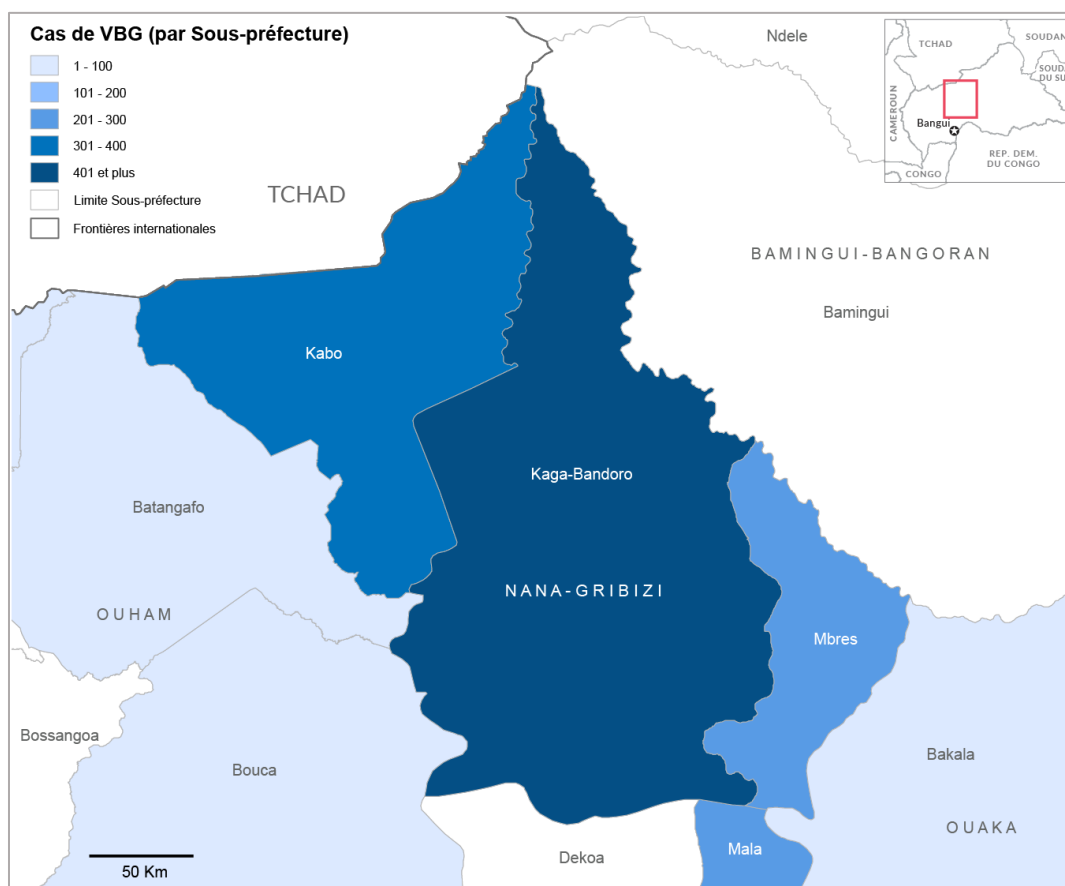
The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations

Date de mise à jour: 29 février 2024 Sources: GBVIMS Contact: kakou@unhcr.org Plus d'information: <http://data2.unhcr.org>

## Aperçu du contexte dans la préfecture de la Nana-Gribizi

La préfecture de Nana-Gribizi est l'une des régions de la RCA touchées par la crise centrafricaine, où la situation a parfois été volatile le long de certains axes et dans la brousse, caractérisée par la présence et l'activisme des hommes armés. Ces derniers commettent des violations du droit à la propriété, à l'intégrité physique et à la vie, des violences sexuelles et sexistes (VSS), ainsi que des atteintes au droit à la liberté contre les civils en déplacement vers la brousse pendant la période agricole ou en transit vers d'autres destinations. Une activité militante répétée a été observée notamment autour du scrutin référendaire du mois de juillet 2023. Cette perturbation a été plus remarquable dans les communes de Grévai-Pamia, Nana-Outa (Ouandago), et sur l'axe M'Brés-Bamingui, où des opérations militaires ont été menées pour dissuader ces éléments armés.

La situation sécuritaire est généralement calme, à l'exception des localités et villages situés le long des axes où les groupes armés se retranchent ainsi que leurs environs. Depuis avril 2021, la zone de couverture a vu un regain de contrôle par les forces gouvernementales (FACA, FSI) et leurs alliés sur les localités autrefois occupées par les groupes armés, notamment avec la reprise de la ville de Batangafo par les FACA et leurs alliés. Cela a entraîné un retour significatif des personnes déplacées internes (PDI) vivant dans des sites. En conséquence, certains PDI ont volontairement regagné leur quartier d'origine, souvent sans le soutien particulier des acteurs humanitaires.



### Causes et facteurs favorisant de la VBG dans la préfecture

Les incidents liés aux violences sexuelles et sexistes sont répandus dans toute la Nana Gribizi, exposant particulièrement les femmes et les filles à des risques accrus, ainsi que dans une moindre mesure les garçons et les hommes. Les normes socioculturelles néfastes ainsi que les pratiques culturelles sont identifiées comme

des facteurs encourageant ces violences au sein des familles et des communautés. La consommation de drogue par les jeunes désœuvrés, l'absence d'autres membres de la famille et les endroits isolés loin de la présence de la communauté sont également des facteurs favorisant ces violences, tels que les chemins menant aux champs, les points d'eau, les marchés, ou encore la brousse où le bois de chauffage et les aliments sont collectés.

Les cas de viol augmentent lors des attaques armées et en raison de la pauvreté, notamment lorsque les enfants sont contraints de fréquenter des zones dangereuses à la recherche de ressources essentielles. La violence physique est souvent utilisée par les hommes pour empêcher les femmes d'accéder aux ressources et pour contrôler les fruits de leur travail. La violence est également tolérée dans certaines communautés et repose sur la domination masculine. À cela s'ajoutent le faible niveau de sensibilisation aux VBG, l'impunité des auteurs présumés de viol et le manque de ressources financières.

### Principaux défis

- Retranchement des groupes armés très actifs sur les axes et en brousse ;
- Problématique de la transhumance (cas de viol et agression physique) ;
- Problématique des violences conjugales ;
- Problématique de la mutilation génitale féminine (MGF) qui prend de plus en plus de l'ampleur dans une impunité totale ;
- Manque d'acteurs de prise en charge juridique et judiciaire dans la zone ;
- Problématique de l'arrangement à l'amiable des cas de VBG ;
- Accès humanitaire limité en raison de l'insécurité sur les axes et difficulté d'avoir une vue globale sur les cas VBG identifiés dans certaines localités de la zone de couverture.

### Recommandations

- Poursuite de la mise en œuvre des mécanismes mis en place dans le cadre de la prévention et réponse aux VBG ;
- Plaidoyer auprès des responsables de la MINUSCA zone centre pour la reprise des patrouilles dissuasives régulières sur les axes et au besoin installer des check-points dans les endroits stratégiques dans l'objectif de réduire les cas d'incidents de protection et faciliter l'accès aux populations dans le besoin ;
- Nécessité pour les acteurs de protection d'intensifier les sensibilisations sur les violences conjugales et mutilations génitales notamment à l'attention des leaders communautaires, au comité de protection et les autorités locales/étatiques ;
- Poursuite des auteurs présumés de viol en justice ;
- Développer une approche impliquante et engageant les hommes/garçons dans la prévention et la réponse aux VBG ;
- Renforcer le paquet d'assistance avec des activités occupationnelles des femmes et filles vulnérables y compris des survivantes de VBG pouvant leur donner un soutien communautaire et une résilience plus rapide ;
- Mettre en place une stratégie mobile de guichet unique (psychosociale, médicale, juridique, psychologique, réinsertion économique) pour la fourniture de services appropriés aux survivant.e.s des zones éloignées inaccessibles ;
- Digitaliser et vulgariser la cartographie des services de prise en charge VBG et le circuit de référencement des cas afin de faciliter l'accès des survivant.e.s aux services ;
- Renforcer les capacités des autorités traditionnelles sur la prise en charge juridique des cas de VBG.



# Interventions sur les VBG dans la Nana-Gribizi (Source: GBVIMS)

Année 2023

CHIFFRES CLES



**680**  
Incidents VBG documentés (GBVIMS) dont 18% sont des cas MARA



**02**  
Espaces Sûrs

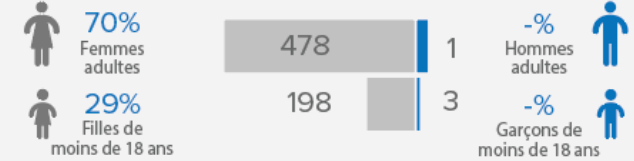


**45**  
Membres de relais communautaire/ Comités de protection

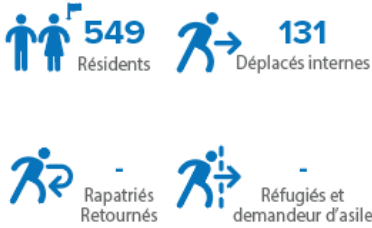


**1**  
Préfectures couvertes

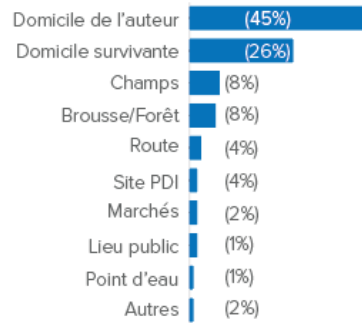
Age et genre des victimes (données GBVIMS)



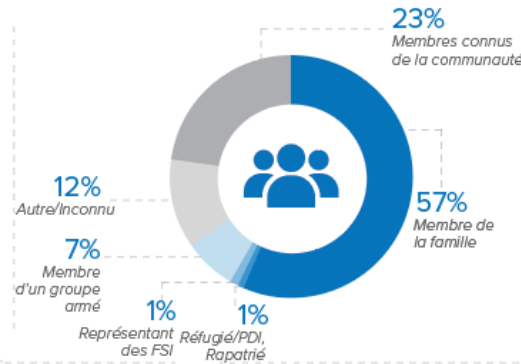
Nombre d'incidents par catégorie de victime



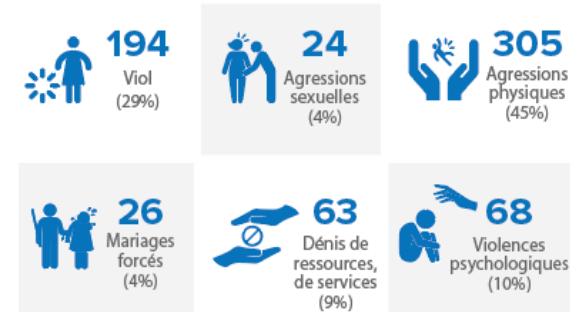
Lieu de l'incident



Auteurs présumés



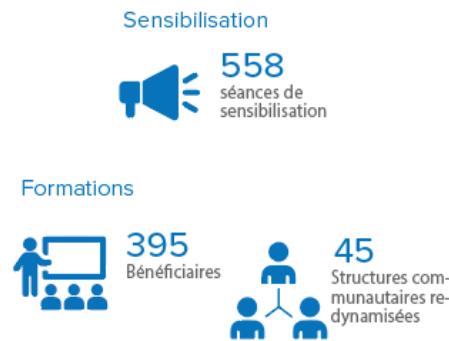
Typologie des cas de VBG (selon la classification GBVIMS)



Services offerts aux survivants



Activités de prévention



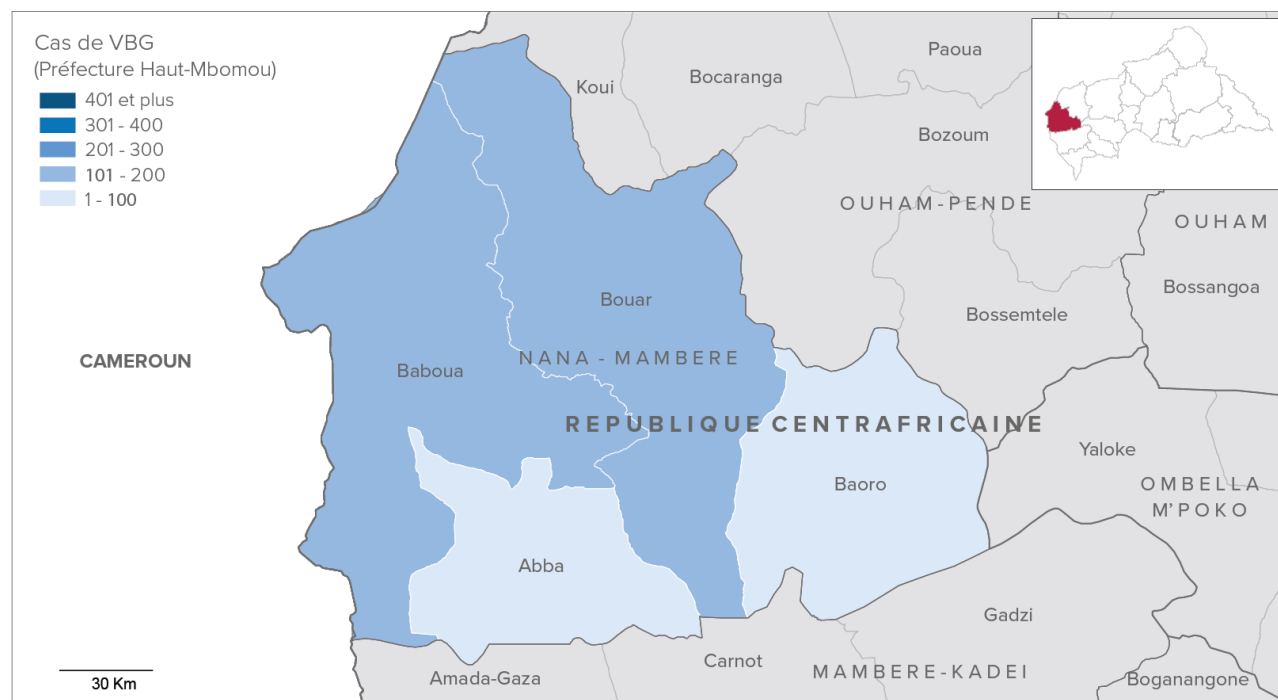
The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations  
Date de mise à jour: 29 février 2024 Sources: GBVIMS Contact: kakou@unhcr.org Plus d'information: <http://data2.unhcr.org>

## Aperçu du contexte dans la préfecture de la Nana-Mambéré

### Causes et facteurs favorisant de la VBG dans la préfecture

Au cours de l'année, environ 580 cas de VBG ont été documentés principalement dans les quatre sous-préfectures de la Nana-Mambéré, à savoir Baboua, Bouar, Baoro et Abba, par les moniteurs de protection et les assistantes psychosociales de FCA. Globalement, les agressions physiques arrivent en tête des cas de VBG, représentant environ 45%, suivies des violences psychologiques à près de 23%, des dénis de ressources et d'opportunités à 11%, des cas de viol à 7,5%, des mariages forcés/précoces à 7,5% et des agressions sexuelles en dernière position avec 6% des cas.

À la suite de séances de discussions de groupe et d'entretiens avec les survivantes ayant bénéficié des services de prise en charge, il est apparu que les principaux facteurs favorisant les cas de VBG dans la Nana-Mambéré demeurent les pesanteurs culturelles, la pauvreté, la promiscuité, l'ignorance, la non-scolarisation des filles, la consommation excessive de boissons alcoolisées et de stupéfiants, ainsi que les conflits/disputes conjugaux.



### Principaux défis

Les principaux défis rencontrés dans la zone, en plus des défis sécuritaires, sont principalement d'ordre opérationnel. Notamment, la capacité limitée de réponse en termes de paquet d'assistance et même du nombre de bénéficiaires. Les acteurs de prévention et de réponse sont concentrés principalement dans le grand centre, au détriment des localités reculées. La zone reste faiblement couverte en termes de réponses, par manque de capacités flexibles de réponses. L'absence de kits PEP dans la majorité des structures sanitaires et la non-effectivité de la gratuité des services de prise en charge médicale sont également des problèmes. De plus, il y a l'absence de paquet de réponse pour la réinsertion socio-économique, une capacité limitée dans la réponse juridique et judiciaire, ainsi que l'éloignement de l'appareil judiciaire par rapport aux zones où les incidents surviennent.

## Recommandations

- Plaidoyer auprès de la MINUSCA et des Forces de sécurité centrafricaines pour la protection des civils en renforçant les mesures sécuritaires dans des zones et localités isolées (comme Besson, Koundé, Niem-Yelewa, Nguia Bouar) connaissant l'activisme des groupes armés 3R/CPC ;
- Mobiliser les ressources financières et les partenaires pour compléter le paquet de réponse, afin de fournir une réponse holistique ;
- Plaidoyer auprès de l'UNFPA pour le repositionnement des Kits PEP dans des structures sanitaires agréées dans la zone et faciliter la prise en charge médicale gratuite des survivantes ;
- Renforcer les activités de prévention.

# Interventions sur les VBG dans la Nana-Mambéré (Source: GBVIMS)

Année 2023

## CHIFFRES CLES



**580**

Incidents VBG documentés (GBVIMS) dont 18% sont des cas MARA



**02**

Espaces Sûrs



**74**

Membres de relais communautaire/ Comités de protection



**1**

Préfectures couvertes

## Age et genre des victimes (données GBVIMS)



**72%**

Femmes adultes

414

**2%**

Hommes adultes



**25%**

Filles de moins de 18 ans

146

**1%**

Garçons de moins de 18 ans

## Nombre d'incidents par catégorie de victime



**525**

Résidents



**27**

Déplacés internes



**28**

Rapatriés Retournés



**-**

Réfugiés et demandeur d'asile

## Lieu de l'incident

Domicile de l'auteur **(43%)**

Domicile survivante **(39%)**

Champs **(5%)**

Brousse/Forêt **(4%)**

Route **(3%)**

Site minier **(1%)**

Point d'eau **(1%)**

Ecole **(1%)**

Autres **(3%)**

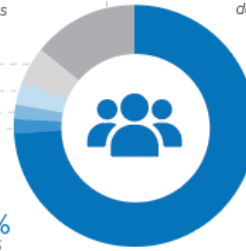
## Auteurs présumés

**5%** Autres

**3%** Membre d'un groupe armé

**2%** Inconnus

**2%** Forces de sécurité intérieure



**14%**

Membres connus de la communauté

**74%**

Membre de la famille

## Typologie des cas de VBG (selon la classification GBVIMS)

**100**  
Viol (17%)

**18**  
Agressions sexuelles (3%)

**185**  
Agressions physiques (32%)

**30**  
Mariages forcés (5%)

**108**  
Dénis de ressources, de services (19%)

**139**  
Violences psychologiques (24%)

## Services offerts aux survivants

**100%**  
Appui psychosocial

**100%**  
Ecoute

**16%**  
Référéncement juridique

**58%**  
Référéncement en moyen de subsistance

**20%**  
Référéncement médical des cas de viols et agressions sexuelles

**26%**  
Référéncement en protection de l'Enfant

**53%**  
Assistance en kits de dignité

**-%**  
Assistance en kit NFI

**-%**  
Référéncement vers d'autres acteurs

## Activités de prévention

### Sensibilisation



**34** séances de sensibilisation

### Formations



**74** Bénéficiaires



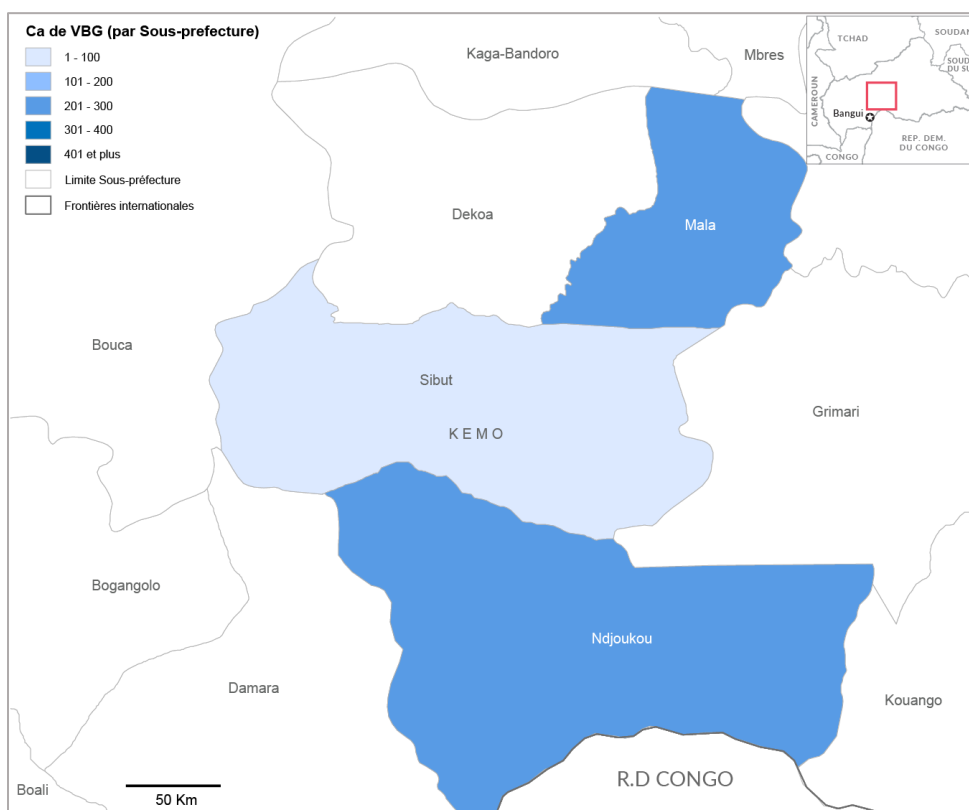
**74** Structures communautaires re-dynamisées



The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations  
Date de mise à jour: 29 février 2024 Sources: GBVIMS  
Feedback: kakou@unhcr.org Plus d'information: <http://data2.unhcr.org>

## Aperçu du contexte dans la préfecture de la Kémo

La préfecture de la Kémo couvre les sous-préfectures de Sibut, Dékoa, Mala et Ndjoukou, où les milices sont dispersées, affectant les droits des populations ainsi que les activités des agents de l'État et des acteurs humanitaires. Le redéploiement des Forces de sécurité dans le cadre de la restauration de l'autorité de l'État met en difficulté les opérations des hommes armés qui règnent en maître incontesté dans la préfecture. Dans la sous-préfecture de Sibut, un calme est observé malgré l'incertitude qui demeure sur l'axe Grimari, au niveau des villages Gbongo et Ngrécko, traversés par des couloirs de transhumance et fréquentés par les groupes armés. Dans la sous-préfecture de Dékoa, la situation reste précaire, avec une dégradation de la sécurité constatée sur l'axe Dékoa-Bouca, notamment avec les couloirs de Daya et Ndowara. Dans la sous-préfecture de Mala, une tranquillité apparente est revenue après la dernière incursion des groupes armés, en plein centre-ville de Mala le 22 mars 2023. Cependant, la présence des groupes armés sur les axes de Mala-Grimari et Mala-Banda Mbrès est régulièrement signalée. Dans la sous-préfecture de Ndjoukou, la commune de Ndjoukou a retrouvé son calme après le redéploiement des FACA et FSI en janvier 2023, entretemps, fief des GA.



### Causes et facteurs favorisant de la VBG dans la préfecture

Comme dans la Nana-Gribizi, les facteurs contributifs aux VBG proviennent des normes sociales néfastes au sein de la communauté, de la promiscuité dans les lieux publics (marchés), de l'éloignement des champs, des marigots, etc.

### Principaux défis

- L'insuffisance services fournis en lien avec la réinsertion socio-économique des survivant.e.s, le soutien psychosocial communautaire et la prise en charge juridique des survivant.e.s de VBG.
- Le manque de kits PEP dans les structures de prise en charge.

- Le manque de kits de dignité pour restaurer la dignité des survivantes venues dans les espaces sûrs et surtout celles des axes après l'incursion des hommes armés dans les villages.
- Le manque de prise en charge socioéconomique, ce qui fait que de nombreuses survivantes rencontrent des difficultés pour vivre, surtout celles qui sont venues des axes de la Préfecture ; elles n'ont pas accès à leurs champs suite à l'insécurité et certaines sont obligées d'avoir recours à la prostitution pour vivre.
- La culture de l'impunité, les arrangements à l'amiable, la peur des représailles des éléments des groupes armés influencent négativement le recours à une aide.
- Une certaine "normalisation" des VBG, y compris les viols par la communauté.
- Le problème de la non-gratuité du certificat médical au niveau de l'hôpital.
- L'indisponibilité de personnel qualifié au sein des FOSA, notamment un médecin.
- Le manque de moyens pour certaines victimes pour accéder aux services.
- L'absence de services d'hébergement/lieux sûrs pour accueillir les victimes en détresse de VBG et d'exploitation et abuse asexuels (EAS).
- L'insuffisance des financements et des projets de courte durée.
- L'insuffisance des activités de sensibilisation et de prévention, y compris des outils.
- La formation pas toujours systématique du personnel soignant.

## Recommandations

- Soutenir la pérennisation des activités de prévention et de réponse de VBG dans la préfecture de la Kémo à travers la présence des acteurs de protection.
- Plaidoyer pour rendre disponible les kits PEP dans les FOSA et les centres de santé situés sur les axes de la Préfecture ;
- Renforcer les capacités des agents de santé dans la prise en charge des cas de violences sexuelles.
- Renforcer la prise en charge juridique dans la zone.



# Interventions sur les VBG dans la Kémo (Source: GBVIMS)

Année 2023



## CHIFFRES CLES



**574**  
Incidents VBG documentés (GBVIMS) dont 18% sont des cas MARA



**02**  
Espaces Sûrs



**36**  
Membres de relais communautaire/ Comités de protection



**1**  
Préfectures couvertes

## Age et genre des victimes (données GBVIMS)



**78%**  
Femmes adultes

445



**0%**  
Hommes adultes



**22%**  
Filles de moins de 18 ans

125



**0%**  
Garçons de moins de 18 ans

## Nombre d'incidents par catégorie de victime



**570**  
Résidents



**4**  
Déplacés internes

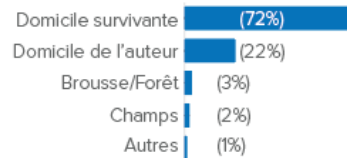


**-**  
Rapatriés Retournés

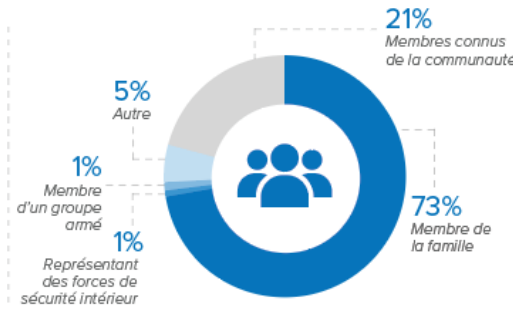


**-**  
Réfugiés et demandeur d'asile

## Lieu de l'incident



## Auteurs présumés



## Typologie des cas de VBG (selon la classification GBVIMS)

**69**  
Viol (28%)

**38**  
Agressions sexuelles (3%)

**190**  
Agressions physiques (43%)

**22**  
Mariages forcés (2%)

**101**  
Dénis de ressources, de services (4%)

**154**  
Violences psychologiques (20%)

## Services offerts aux survivants



**100%**  
Appui psychosocial



**100%**  
Ecoute



**7%**  
Référéncement juridique



**0%**  
Référéncement en moyen de subsistance



**19%**  
Référéncement médical des cas de viols et agressions sexuelles



**22%**  
Référéncement en protection de l'Enfant



**0%**  
Assistance en kits de dignité



**0%**  
Assistance en kit NFI



**0%**  
Référéncement vers d'autres acteurs

## Activités de prévention

### Sensibilisation

**323**  
séances de sensibilisation

### Formations

**87**  
Bénéficiaires

**36**  
Structures communautaires re-dynamisées



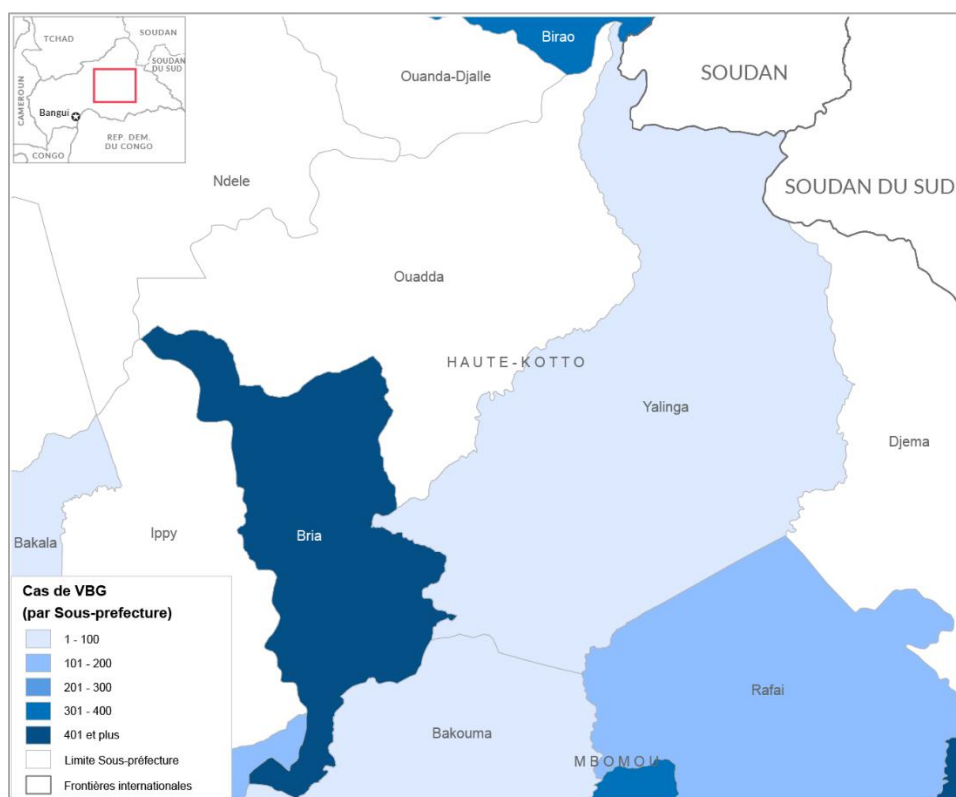
The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations

Date de mise à jour: 29 février 2024 Sources: GBVIMS contact: kekou@unhcr.org Plus d'information: <http://data2.unhcr.org>



## Aperçu du contexte dans la préfecture de la Haute-Kotto

La Haute-Kotto est la plus grande préfecture de la RCA avec quatre sous-préfectures (Bria, Ouadda, Yalinga et Ouandja-Kotto), abritant une population estimée à 189 754 habitants. Elle compte le plus grand site de déplacés à Bria, PK3, qui accueillait, au 30 octobre 2023, 5 181 ménages soit 26 868 personnes, dont 4 873 hommes, 4 767 femmes, 8 749 garçons et 8 479 filles. À la suite de la crise survenue au Soudan en avril 2023, 809 ménages de 2 669 réfugiés soudanais ont été enregistrés, au 30 octobre 2023, dans la sous-préfecture de Ouandja-Kotto et 99 réfugiés à Bria. La région est l'une des localités les plus touchées par la crise en RCA, car elle a servi de bastion aux groupes armés pendant la crise. Plusieurs factions de groupes armés y étaient installées, avec des centres de commandement (état-major) depuis Bria. Bien que la situation sécuritaire soit relativement calme dans la ville depuis avril 2023 en raison du déploiement des FACA et de leurs alliés, ainsi que des opérations de la MINUSCA, la situation reste préoccupante sur les axes à l'intérieur de la préfecture en raison de l'activisme des groupes armés, avec une présence signalée à Ouandja-Kotto, Ouadda, sur l'axe Bria-Yalinga ainsi que sur l'axe secondaire Bria-Aigbando-Ndélé. Plusieurs affrontements ont eu lieu dans la Haute-Kotto, entraînant des mouvements de populations forcés ou préventifs et diverses violations des droits humains, y compris des violences basées sur le genre.



### Causes et facteurs favorisant de la VBG dans la préfecture

Parmi les cas de VBG, on constate une prévalence importante des agressions physiques enregistrées au sein des foyers. Les facteurs contributifs à cette violation comprennent l'abandon des foyers conjugaux, la consommation abusive d'alcool, la polygamie, la jalousie, la rivalité, ainsi que les normes socio-culturelles qui favorisent la pratique des mutilations génitales féminines et le déséquilibre de pouvoir entre hommes et femmes. Les femmes sont systématiquement victimes d'agressions physiques de la part de leurs conjoints lorsqu'elles tentent de revendiquer leurs droits, et leurs opinions sont souvent ignorées dans les grandes décisions familiales.

## Principaux défis

- L'insuffisance de services liés à la réinsertion socio-économique des survivantes, au soutien psychosocial communautaire et à la prise en charge juridique des survivantes de la VBG.
- La concentration de la réponse à la VBG dans la sous-préfecture de Bria.
- Le nombre limité d'acteurs intervenant dans la prise en charge holistique des survivantes de la VBG.
- Les normes socio-culturelles encourageant la pratique de la mutilation génitale féminine.
- L'impunité favorisée par la lenteur de la chaîne pénale, les arrangements à l'amiable et le nombre limité des services de prise en charge juridique.
- L'indisponibilité des kits de prophylaxie post-exposition (PEP) dans les formations sanitaires (FOSA).

# Interventions sur les VBG dans la Haute-Kotto (Source: GBVIMS)

année 2023

## CHIFFRES CLES



540

Incidents VBG documentés (GBVIMS) dont 18% sont des cas MARA



02

Espaces Sûrs



61

Membres de relais communautaire/ Comités de protection



1

Préfectures couvertes

## Age et genre des victimes (données GBVIMS)



66%

Femmes adultes

359

13

2%

Hommes adultes



29%

Filles de moins de 18 ans

159

9

2%

Garçons de moins de 18 ans

## Nombre d'incidents par catégorie de victime



309

Résidents



142

Déplacés internes



88

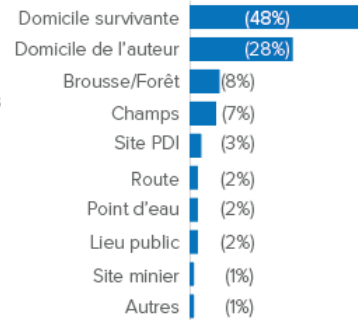
Rapatriés Retournés



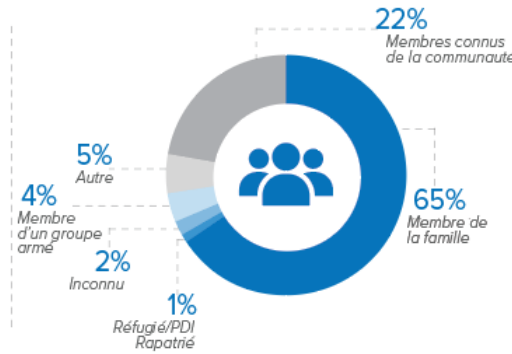
1

Réfugiés et demandeur d'asile

## Lieu de l'incident



## Auteurs présumés



## Typologie des cas de VBG (selon la classification GBVIMS)



## Services offerts aux survivants



## Activités de prévention

### Sensibilisation



### Formations



The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations

Date de mise à jour: 29 février 2024 Sources: GBVIMS Contact: kakou@unhcr.org Plus d'information: <http://data2.unhcr.org>

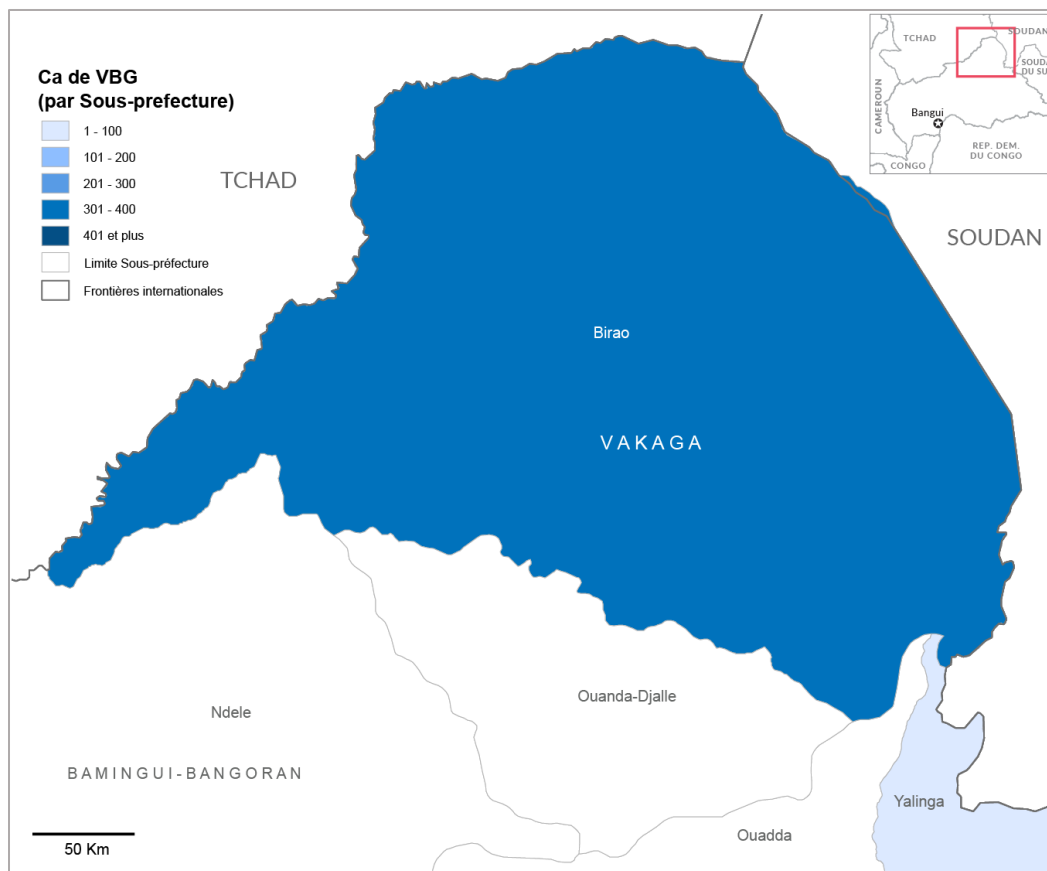
## Aperçu du contexte dans la préfecture de la Vakaga

Depuis mi-avril 2023, à la suite des violences qui ont éclaté au Soudan entre les Forces Armées Soudanaises (SAF) et les Forces de Soutien Rapide (RSF), la République Centrafricaine (RCA) accueille des milliers de réfugiés soudanais, dont la majorité est passée par Am Dafock, dans la préfecture de la Vakaga. Au 31 décembre, 29 444 personnes arrivées du Soudan, dont 23 286 réfugiés et 6 158 rapatriés de circonstances, ont été enregistrées. Depuis l'arrivée des réfugiés et des rapatriés dans cette région, de nouveaux besoins humanitaires ont été enregistrés dans l'ensemble de la préfecture de la Vakaga, et plus particulièrement à Birao. L'insécurité, amplifiée par la crise au Soudan, a conduit à une pénurie de carburant et à l'impraticabilité des routes en raison des pluies, rendant les échanges économiques très difficiles entre la préfecture de la Vakaga, le Tchad et le Soudan. En plus des incursions sur le territoire centrafricain attribuées à l'une des parties au conflit au Soudan les RFS, des éléments présumés appartenir à la nébuleuse CPC (coalition des patriotes pour le changement) et des criminels opportunistes sont accusés de commettre en toute impunité diverses exactions sur les populations civiles, profitant des capacités actuelles limitées des forces nationales de défense et de sécurité (FACA/FSI). Divers incidents de protection sont documentés par les acteurs, y compris des cas de violations des droits humains, parmi lesquelles des violences basées sur le genre.

Ce contexte opérationnel complexe constitue un réel frein à la mise en œuvre des réponses humanitaires et au déploiement d'autres acteurs. Trois zones d'instabilité méritent une attention particulière :

- L'axe Birao-Ouanda-Djallé et autour de la ville : Des hommes armés font régulièrement des incursions, entravant la libre circulation des personnes et des biens ainsi que l'accès humanitaire. Une école a été occupée par des groupes armés en 2023 pendant plus d'une dizaine de jours.
- L'axe Am Dafock : Des hommes armés font régulièrement des incursions, accusés de braquages et de vols contre les civils et les villageois, entravant la libre circulation des biens et des personnes. Un membre du personnel humanitaire a été tué par des hommes armés le 24 mai 2023 sur cet axe.
- La sous-préfecture de Tiringoulou : Attaques fréquentes contre les positions des FACA à Tiringoulou, Gordil et Ndiffa, nombreux cas de braquages signalés, assassinats de motocyclistes, etc.

Toutefois, le déploiement des Casques bleus de la MINUSCA à Birao-centre, Tiringoulou, Am Dafock, ainsi que les patrouilles projetées sur certains axes, restent des actions à renforcer en appui aux Forces nationales de défense et de sécurité, dont les capacités nécessitent également d'être accrues.



### Causes et facteurs favorisant de la VBG dans la préfecture.

- L'activisme des groupes armés dans la zone de couverture.
- La méconnaissance des droits.
- La pauvreté.
- Le banditisme.
- La consommation de stupéfiants.
- L'inégalité entre hommes et femmes.
- Les traditions.

### Principaux défis

- L'absence de prise en charge holistique des cas.
- L'absence d'espaces sûrs et de services de prise en charge dans certaines localités de la préfecture.
- L'absence de chaîne pénale et le caractère limité des services d'assistance juridique.

### Recommandations

- Intensifier les activités de prévention dans toutes les localités de la Vakaga car, tout est centralisé dans Birao ;
- Doter les FOSA de kits PEP ;
- Former les personnels soignants dans la prise en charge clinique des cas ;
- Renforcer la prise en charge juridique dans la zone ;
- Plaider pour le retour de la chaîne judiciaire.



# Interventions sur les VBG dans la Vakaga (Source: GBVIMS)

Année 2023

## CHIFFRES CLES



**305**  
Incidents VBG documentés (GBVIMS) dont 18% sont des cas MARA



**02**  
Espaces Sûrs



**110**  
Membres de relais communautaire/ Comités de protection



**1**  
Préfectures couvertes

## Age et genre des victimes (données GBVIMS)



**83%**  
Femmes adultes

254

**0%**  
Hommes adultes



**15%**  
Filles de moins de 18 ans

47

**0%**  
Garçons de moins de 18 ans

## Nombre d'incidents par catégorie de victime



**147**  
Résidents



**25**  
Déplacés internes

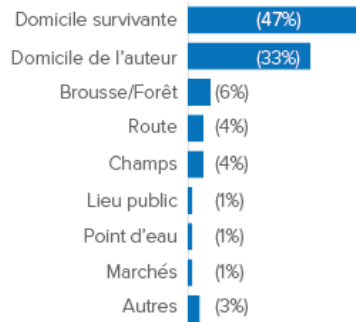


**5**  
Rapatriés Retournés

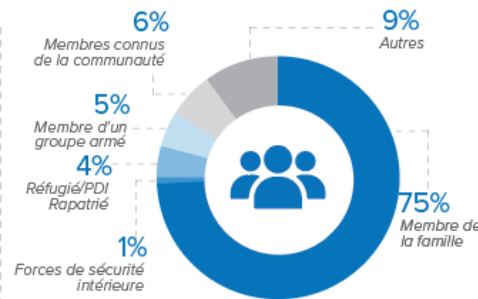


**128**  
Réfugiés et demandeur d'asile

## Lieu de l'incident



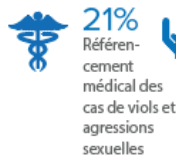
## Auteurs présumés



## Typologie des cas de VBG (selon la classification GBVIMS)



## Services offerts aux survivants



## Activités de prévention

### Sensibilisation



### Formations



## Cas de VBG (Préfecture Haut-Mbomou)



The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations

Date de mise à jour: 29 février 2024 Sources: GBVIMS

Feedback: lakou@unhcr.org Plus d'information: <http://data2.unhcr.org>

## PARTIE III : IDENTIFICATION DES BESOINS ET RECOMMANDATIONS

Volets	Défis dans les zones de couverture	Action de suivi	Responsables
<b>Sécurité des personnes et de leurs biens</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Problématique de l'accès à certaines localités du fait de l'insécurité (Nana-Gribizi, Nana-Mambéré, Haut-Mbomou, Haute-Kotto, Vakaga, etc.).</li> <li>- Capacités limitées des FACA et FSI/Absence de patrouilles militaires sur certains axes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plaidoyer pour la restauration de la sécurité dans les zones citées auprès des autorités nationales</li> <li>- Plaidoyer pour des patrouilles régulières sur les axes en vue de garantir la protection des civils</li> </ul>	<p>Cluster Protection GBV AoR</p>
<b>Appui en kits de dignité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Difficulté d'acheminer les kits de dignité dans tout le Sud-est de la RCA (Bangassou, Rafai, Zémio, Obo). Cet accès très difficile est lié à l'état de dégradation avancé de la route et à l'insécurité.</li> <li>- Manque de kits de dignité pour restaurer la dignité des survivantes venues dans tous les espaces sûrs gérés par les partenaires du HCR.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plaidoyer auprès du cluster logistique pour l'acheminements kits PEP et kits de dignité dans le Haut-Mbomou</li> <li>- Voir la possibilité de faire du pré-positionnement au niveau de la base COOPI de Bangassou</li> <li>- Réaliser des achats locaux de kits même si les prix seront un peu élevés.</li> <li>- Privilégier l'acheminement aérien des kits à Obo</li> <li>- Pre-positionner les kits de dignité dans tous les espaces sûrs gérés par les partenaires.</li> <li>- Fournir des kits de dignité pour les femmes et filles en âge de procréer, y compris pour la sensibilisation relative à la journée mondiale à l'hygiène menstruelle.</li> </ul>	<p>HCR/Cluster Protection/AoR VBG  HCR, en coordination avec la logistique de COOPI  HCR</p>
<b>Médical</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de kits PEP au niveau des FOSA de Bakouma, de Rafai, de certaines localités de la Nana-Gribizi, notamment au centre de santé de Mala, de la Nana-Malbéré, de la Kémo, de la Vakaga et de la Haute-Kotto.</li> <li>- Non gratuité de la prise en charge médicale des survivant.e.s de VBG y compris pour l'établissement des certificats médicaux.</li> <li>- Manque de personnel formé dans certains centres de santé, y compris de Rafai pour la prise en charge clinique des survivant.e.s de VBG.</li> <li>- Besoins de renforcement des capacités du personnel soignant dans la prise en charge des survivant.e.s de VBG.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faire un plaidoyer auprès de UNFPA pour l'acheminement des kits PEP dans le Haut-Mbomou, y compris la zone de Rafai. Il est possible de s'appuyer sur COOPI pour le Haut-Mbomou, INTERSOS pour les FOSA de la Kémo, de la Nana-Gribizi, de la Haute-Kotto, de la Vakaga et FCA pour la Nana-Mambéré.</li> <li>- Plaidoyer pour la gratuité de la prise en charge médicale des survivant.e.s de VBG dans la Nana-Mambéré et la gratuité des certificats médicaux à l'échelle nationale.</li> <li>- Former le personnel du centre de santé qui sera le point focal de l'hôpital de Rafai.</li> <li>- Renforcer les capacités des agents de santé dans la prise en charge des cas de violences sexuelles.</li> </ul>	<p>HCR  AoR VBG  Autorités sanitaires</p>

<b>Psychosocial</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement de l'appui psychosocial pendant les moments de choc sécuritaire ou les crises humanitaire (voir la possibilité d'augmenter le nombre d'équipe pendant une crise).</li> <li>- La ligne 4006 n'est pas beaucoup vulgarisée sur l'ensemble du territoire de la RCA.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Déployer des équipements supplémentaires en cas de crise spécifique.</li> <li>- Organiser des rencontres formelles entre les partenaires du HCR, relativement à la vulgarisation de la ligne Ma Mbi Si</li> <li>- Renforcer les capacités des agents psychosociaux sur la gestion de cas</li> </ul>	HCR et partenaires
<b>Juridique et judiciaire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dysfonctionnement de la chaîne pénale dans le Haut-Mbomou et la Vakaga.</li> <li>- La culture de l'impunité, les arrangements à l'amiable et la peur des représailles des éléments des groupes armés entravent l'accès à la justice.</li> <li>- Absence ou insuffisance d'assistance juridique en faveur des survivantes.</li> <li>- Besoin de renforcement des capacités des Forces de Sécurité Intérieures (FSI) ur les VBG et la question des arrangements à l'amiable à Kaga-Bandoro.</li> <li>- Faible vulgarisation des lois relatives à la protection des femmes dans la zone.</li> <li>- Impunité des auteurs présumés des VBG, notamment de viol.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mener des plaidoyers auprès des autorités compétentes pour renforcer la chaîne pénale dans le Haut-Mbomou et la Vakaga, afin d'offrir aux survivants et survivant.e.s l'opportunité d'intenter des actions en justice pour réparation.</li> <li>- Plaidoyer pour renforcer la prise en charge juridique des cas de VBG.</li> <li>- Renforcer la vulgarisation des lois relatives à la protection des femmes.</li> <li>- Renforcer les capacités des FSI à Kaga-Bandoro.</li> <li>- Plaidoyer pour la poursuite en justice des auteurs présumés.</li> </ul>	AOR VBG  MINUSCA Division des Droits de l'Homme  AOR VBG
<b>Sécuritaire/ espaces sûrs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les espaces sûrs d'Obo, Rafai, Alindao et Zemio ne garantissent pas suffisamment la sécurité des survivantes ni la confidentialité.</li> <li>- Manque de ressources financières, insécurité et éloignement, entravant l'accès aux espaces sûrs et autres services.</li> <li>- Bon nombre d'espaces sûrs ne répondent pas aux principes directeurs et disposent seulement de salles d'écoute.</li> <li>- Absence d'espaces sûrs et de services de prise en charge dans certaines localités de la Vakaga, notamment à Am Dafock.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour les prochains accords de partenariat, accepter des allocations spéciales un peu plus importantes pour renforcer les clôtures des espaces sûrs d'Obo, Rafai, Alindao et Zémio.</li> <li>- Réhabiliter les espaces sûrs afin de respecter les principes directeurs sur l'établissement de ces espaces pour les femmes et les filles.</li> <li>- Mettre en place un espace sûr à Am Dafock.</li> </ul>	HCR HCR et partenaires HCR et AOR VBG

<b>Prévention et mobilisation Communautaire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Banalisation des VBG, y compris les viols par certaines communautés / persistance des pesanteurs socio-culturelles.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer les activités de prévention, y compris la sensibilisation des communautés, en mettant l'accent sur l'engagement des hommes dans toutes les zones d'intervention.</li> <li>- Organiser une grande campagne nationale de sensibilisation (y compris sur les radios communautaires et les réseaux sociaux) sur une période de 6 mois, à compter de juin 2024, qui prendra fin au cours des 16 jours d'activisme.</li> </ul>	HCR et partenaires
<b>Renforcement des moyens de subsistance et/ou réintégration socio-économique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence d'activités de renforcement des moyens de subsistance pour la résilience des survivantes</li> <li>- Faiblesse des services fournis en lien avec la réinsertion socio-économique des survivant.e.s; surtout pour celles qui viennent des axes et qui n'ont pas accès à leurs champs compte tenu de l'insécurité et qui sont obligés d'avoir recours au sexe pour la survie</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place des actions à moyen et long termes pour favoriser la réinsertion socio-économique des survivant.e.s de VBG pris en charge dans les espaces sûrs.</li> </ul>	HCR et partenaires
<b>Coordination des acteurs sur le terrain</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faiblesse dans la coordination des interventions de VBG sur le terrain.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer la coordination de la réponse VBG sur le terrain par le renforcement des capacités des acteurs.</li> <li>- Redynamiser le groupe de travail Protection/VBG de Obo et procéder à la mise à jour du circuit de référencement afin de mettre en exergue l'accent sur la bonne collaboration et présentation de divers services disponibles au profit des survivants et survivantes de VBG dans le Haut-Mbomou.</li> </ul>	AoR VBG
<b>Financement des projets et présence Opérationnelle</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Interventions VBG limitées dans la Nana-Mambéré ne favorisant par la prise en charge holistique des cas.</li> <li>- Insuffisance de financement pour la réponse VBG.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mobiliser des ressources et des partenaires pour la prise en charge holistique des cas de VBG dans la Nana-Mambéré.</li> <li>- Accentuer la mobilisation de ressources en se tournant vers d'autres bailleurs tels que BHA et SDC ainsi que le Secteur Privé.</li> </ul>	AoR VBG  HCR et partenaires

## CREDITS

Le HCR tient à remercier l'ensemble de son personnel et les partenaires qui ont contribué à ce rapport.

Pour de plus amples informations relatives aux interventions de prévention et de réponse aux violences basées sur le Genre (VBG) en République Centrafricaine, le HCR vous invite à contacter :

**Lineker Arreneke**, Senior Protection Officer, [arreneke@unhcr.org](mailto:arreneke@unhcr.org), Tel: +236 74687162.

**Laetitia Kakou-Silue**, Administratrice associée en charge des VBG, [kakou@unhcr.org](mailto:kakou@unhcr.org), Tel +23672829854.